

Alerte urgente : la vie et l'intégrité de Monsieur Algassimou Diallo sont en danger.

Conakry, le 7 septembre 2026 : La Coalition nationale Tournons La Page Guinée (TLP-Guinée) suit avec une vive inquiétude la situation de Monsieur Algassimou DIALLO, ancien avocat Général près la Cour Suprême, actuellement détenu et transféré sans notification à Macenta, à la veille de son audience du 8 septembre 2026 devant les Chambres Réunies de la Cour Suprême à Conakry.

Après des jours de silence et d'angoisse, la diffusion d'images par le média d'État, la Radio Télévision Guinéenne (RTG) dans la soirée du 6 septembre soulève plus de questions qu'elle n'apporte de réponses. À ce jour :

- Aucun document officiel ne justifie le fondement légal de ce transfèrement ;
- Aucune visite n'a été autorisée ni à la famille, ni à ses conseils ;
- Aucune preuve du registre d'écrou ou de la date des images n'a été fournie.

Dans ces conditions, la coalition nationale de TLP-Guinée exprime sa profonde préoccupation pour la vie, l'intégrité physique et morale de Monsieur Algassimou DIALLO. Un détenu isolé, déplacé à plus de 700 km de son lieu de jugement, sans contact avec ses avocats, est un détenu exposé.

Rappelons que l'article préliminaire du Code de Procédure Pénale guinéen garantit la présomption d'innocence et le respect de la dignité de toute personne poursuivie. L'exposer publiquement, à l'insu de sa défense, constitue une atteinte grave à ces principes.

En conséquence, la coalition nationale de TLP-Guinée :

- Lance une alerte aux autorités judiciaires, pénitentiaires, aux chancelleries et aux partenaires techniques et financiers de la Guinée sur les risques encourus par Monsieur Algassimou DIALLO ;
- Exige son retour immédiat et sans délai à Conakry, dans un lieu de détention officiel, afin de garantir sa comparution le 8 septembre et l'exercice effectif de ses droits de la défense ;
- Demande l'autorisation immédiate de visite de sa famille et de ses avocats, ainsi que la communication de l'extrait du registre d'écrou ;
- Appelle la société civile et la diaspora guinéenne, les Barreaux d'Afrique, le Réseau international des Magistrats, les organisations de défense des droits humains à une vigilance accrue et à la mobilisation pacifique pour exiger transparence et respect de l'Etat de droit.

La Coalition nationale de TLP-Guinée rappelle que la crédibilité de la gouvernance actuelle et la confiance des citoyens dans la justice se mesurent à l'aune du traitement réservé aux détenus, y compris les plus hauts magistrats. Tant qu'il n'aura pas été présenté à son juge, à Conakry, en présence de ses avocats et familles, nous considérerons que sa vie est en danger.

Fait à Conakry, le 7 septembre 2026

Le Coordonnateur National

Alsény Farinta CAMARA

Contact presse :

Tél : +224 620 48 84 77 Signal ou Telegram

Site : <https://memoireguinee.org/>

Email : Tlpguinee@tournonslapage.org

